



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Reaction-d-un-lecteur>

Tribune libre

Réaction d'un lecteur

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2000 - N° 1002 à€" août-septembre 2000 -

Date de mise en ligne : dimanche 29 mars 2009

Date de parution : août 2000

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Un de nos lecteurs fidèles a relevé dans l'article de Jean-Claude Pichot « Economie distributive ou éco-distributisme ? » [1] des propos qui méritent des précisions. Profitant de cette occasion de dialogue, l'auteur présente ci-après les commentaires qui devaient rassurer ce lecteur, et ceux qui n'ont pas osé, peut-être, réagir comme il l'a fait

J-C. Pichot semble parachuté, avec un rôle de plus en plus suspect... après avoir dérivé sur un problème de vocabulaire dont les classes moyennes raffolent (ça occupe), il aboutit cette fois au "coup bas" type "coup de grâce, sous la ceinture" : « fournir à tous ceux qui en ont besoin... conduirait droit dans le mur ». C'est bien là la limite du combat des aboyeurs, alors que la caravane passe (cf. bas de p. 11, n° 1000, bravo H. Muller !). Vous êtes au coeur du sujet (bas de p. 7 n° 1000) mais vous parlez à juste titre de « la volonté exprimée par les citoyens ». Et c'est justement là que se situe le problème moteur. C'est un problème de rapport de forces au niveau des classes sociales. La CIA l'a fort bien compris et "veille au grain".

Le but des Maîtres du Monde (ex. la CIA) est, aujourd'hui, de soutenir une classe sociale dite tour à tour républicaine, démocrate, centriste, cohabitationnaire, qui racole suffisamment d'électeurs enclins à se mobiliser pour améliorer leur propre sort (paysans, artisans, candidats à l'emploi, boursicotiers, cotiseurs aux fonds de pension, consommateurs d'essence aux week ends et de porno internet en soirée, etc.) Les médias les mobilisent, un jour contre la peine de mort, un jour contre Le Pen ou les Autrichiens, un jour contre Milo, un jour contre l'OMC, un jour contre le racisme à l'entrée des discothèques, ou devant St-Bernard, un an avec le foot, etc. Chacun se donne bonne conscience, éventuellement cotise à une collecte, et... la caravane passe.

Il faut donc atteindre une classe sociale plus large et plus motivée. Il faut donc trouver une revendication qui soit susceptible de pénétrer les masses des jetés et jetables du Système. En 1936-39, les masses, c'étaient les manoeuvres qui faisaient fonctionner mines, hauts fourneaux, etc. et ils auraient gagné si les Capitalistes n'avaient pas retourné la situation en finançant la Ruhr, la Silésie, l'ascension d'Hitler... Aujourd'hui, les masses, c'est ceux qui pourraient se réveiller s'ils réalisaient qu'il suffirait de faire marcher la "planche à billets" - qui n'auraient peur ni du fantôme de la dévaluation, ni d'un excès de richesse qui nous mènerait "droit dans le mur". Avant que la "planche à billets" nous mène droit dans le mur" il y a de la marge, non ? ... Les humanitaires veulent bien que Nike n'exploite pas les enfants, mais, si ces derniers meurent de faim, c'est tant mieux : avec la surpopulation on irait "droit dans le mur" !

Vous avez raison de fréquenter les militants d'Attac, il y a certainement parmi eux une masse de gens de bonne volonté, mais il faut rester conscients que l'arbre peut cacher la forêt, un train peut en cacher un autre. CIA et FMI sont à la recherche d'économistes mettant en oeuvre des banques de crédit pour les pauvres, des associations, etc.

Pendant ce temps, pour être bien sûrs que la "planche à billets" ne soit pas ressortie, on vote des lois l'interdisant, on transfère les pleins pouvoirs à J-C Trichet, puis à un gouverneur de BCE, en fait à qui ?

Et on distille le pouvoir d'achat, sans risque pour l'Ordre établi, puisque c'est à crédit, c'est dans un contexte de lutte pour vivre entre CDD et CDI, dans l'angoisse des vieux jours, et dans un risque de krach contre lequel il faut se prémunir, etc. Dans une telle ambiance, pas de chance que les électeurs prennent le moindre risque en s'égarant hors du consensus de la cohabitation.

J'en conclus qu'il est prématuré de poser comme objectif direct de résoudre la problématique de "Comment recueillir la volonté des citoyens quant à la politique d'une création monétaire selon l'ED". Il faudrait d'abord militer pour une

création monétaire, tout court, pour résoudre, au moins partiellement, les besoins les plus criants.

L.T., Frontignan.

Post-scriptum :

Réponse de l'auteur :

Ma présence parmi l'équipe de la GR-ED est fondée, outre l'amitié que j'éprouve depuis longtemps pour Madame Duboin et sa famille (j'ai eu le bonheur de rencontrer Jacques Duboin, son père, au début des années 60), sur la critique du système actuel et surtout sur un partage de valeurs communes fondamentales telles que la place et le rôle d'un État laïque (respectant et faisant respecter toutes les écoles de pensée qui ne mettent pas en péril la Société, et assurant la solidarité), le fonctionnement démocratique des institutions (il y a bien longtemps que je regrette, par exemple, la démission des États, et maintenant des structures politiques supra nationales, dans le domaine de la création monétaire et de la gestion des flux), la pérennité des services publics fondamentaux (bien menacés aujourd'hui), l'altruisme (sans "l'Autre", je ne suis rien ; il ne m'est donc pas possible de vivre "honnêtement" sans penser à lui et sans m'efforcer d'agir en sa faveur). Je pense aussi avoir apporté à l'équipe de la GR-ED. une certaine connaissance du monde de l'industrie privée où j'ai passé plus de trente ans.

En proposant le mot éco-distributisme, j'ai souhaité déclencher un débat, tout en exprimant, peut-être maladroitement, le souci d'un nombre croissant de citoyens de voir la dimension écologiste (sans connotation politique) prise en compte de manière durable dans la gestion de la société. Je remercie donc notre ami L. T. d'avoir fait connaître les réactions que lui avait inspirées mon article, et de m'amener ainsi à en préciser certains points. Je ne pense pas avoir fait un « coup bas type coup de grâce sous la ceinture » ni être « un chien qui aboie » en attirant l'attention sur les conséquences d'un développement extrapolé du nôtre en faveur de l'ensemble de l'humanité sans en réviser les caractéristiques. Je me permets de faire remarquer à notre lecteur que Henri Muller, à l'article duquel il se réfère en page 11 du même numéro 1000, parle bien de « l'idée, jamais vraiment débattue, d'une révolution monétaire, sésame d'un changement radical des comportements, des niveaux et genres de vie ».

Par ailleurs, je partage l'avis relativement répandu que le système actuel basé exclusivement sur l'argent, le profit et la spéculation nous conduira inéluctablement un jour « droit dans le mur » ; une question reste toutefois pendante : quand ? Il a en effet, depuis quelques dizaines d'années, la capacité diabolique d'éviter, tout au moins dans nos pays dits évolués, la catastrophe annoncée, ne serait-ce qu'en permettant à un nombre suffisamment important de nos compatriotes de ne pas s'estimer assez malheureux de leur sort pour réagir contre le système qui les fait encore vivre. Comme le rappelle L. T., nous sommes dans une situation où le rapport de force n'est pas en faveur d'un passage à l'économie distributive. C'est la raison pour laquelle je pense que l'un de nos rôles majeurs, outre la critique documentée du fonctionnement de nos sociétés, est de préparer en profondeur le plus grand nombre d'esprits à ce que peut être une humanité véritablement solidaire, à travers l'instauration d'une monnaie de consommation ne pouvant rapporter d'intérêt, et des contrats civiques permettant à chacun de tenir sa place en fonction de ses besoins et de ceux de ses proches ainsi que de ses capacités personnelles. Mais je persiste dans l'idée que nous n'avons plus le droit de "faire l'économie" de l'écologie moderne dans nos propositions, ne serait-ce que parce que les adversaires de nos thèses pourraient un jour avoir beau jeu de nous le reprocher, alors qu'eux-mêmes pourraient justifier leurs comportements (asservissant le monde "non développé" et poursuivant de manière cynique sa paupérisation afin de faire triompher définitivement le profit sur le partage des richesses ?) à partir des réflexions écologistes qu'ils commencent à partager avec les experts. Je reconnais que l'expression "aller droit dans le mur" utilisée dans mon texte est un raccourci quelque peu brutal ; mais elle avait pour but d'attirer l'attention sur deux erreurs que nous devons impérativement éviter : une de fond et une stratégique. Ne serait-il pas dommage que nous "tombions dans le même panneau" que ceux qui mènent le monde actuellement, alors que notre but est bien d'arriver à un développement durable au bénéfice de tous ?

J-C P.

[1] GR-ED N°1000 pp. 4 et 5.